

GE_GERICHTE ATA/71/2012 vom 31. Januar 2012

GE Cour de justice, 2012-01-31, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ATA_71_2012

FR: GE_GERICHTE ATA/71/2012 du 31 janvier 2012

IT: GE_GERICHTE ATA/71/2012 del 31 gennaio 2012

Erwägungen

E. 1

let. a de la loi sur la procédure administrative du 12 septembre 1985 - LPA - E 5 10).

E. 2

L'exploitation à titre onéreux d'établissements voués à la restauration et au débit de boissons à consommer sur place est soumise à la loi sur la restauration, le débit de boissons et l'hébergement du 17 décembre 1987 (LRDBH - I 2 21). Font notamment partie des établissements visés les buvettes temporaires, soit les débits de boissons exploités occasionnellement, accessoires à des installations destinées aux loisirs, au divertissement, aux activités culturelles, au sport ou à des fins analogues (art. 17 al. 1 let. I LRDBH). Le stand exploité par le recourant durant les « Fêtes de Genève » 2011 entre dans la catégorie précitée.

E. 3

L'organisation de divertissements publics, tels ceux proposés durant les « Fêtes de Genève » est régie par la LSD (art. 1 LSD).

E. 4

Selon l'art. 49 al. 1 LRDBH, il est interdit de servir des boissons alcooliques aux adolescents de moins de seize ans, à moins qu'ils ne soient accompagnés d'une personne ayant autorité sur eux. L'art. 22 al. 1 LSD fait quant à lui interdiction de servir des boissons distillées aux mineurs et des boissons fermentées aux mineurs de moins de seize ans lors de tout spectacle ou divertissement.

Dans le cas d'espèce, le stand du recourant ne présente ni spectacle, ni divertissement mais se limite à proposer des consommations. Il se trouve toutefois dans le cadre général des « Fêtes de Genève ». La question de savoir si cela permet de lui appliquer les restrictions de l'art. 22 LSD ou s'il demeure soumis à celles de l'art. 49 al. 1 LRDBH souffrira de rester ouverte, vu ce qui suit.

E. 5

Selon l'art. 74 al. 1 LRDBH, le département peut infliger une amende administrative de CHF 100.- à CHF 60'000.- en cas d'infraction à la loi, à ses dispositions d'application ou aux conditions particulières des autorisations qu'elle prévoit. L'art. 35 al. 1 LSD a une teneur identique.

a. Les amendes administratives prévues par les législations cantonales sont de nature pénale, car aucun critère ne permet de les distinguer clairement des contraventions pour lesquelles la compétence administrative de première instance peut au demeurant aussi exister. C'est dire que la quotité de la sanction administrative doit être fixée en tenant

compte des principes généraux régissant le droit pénal (ATA/14/2011 du 11 janvier 2011 ; ATA/788/2010 du 16 novembre 2010 ; ATA/571/2010 du 31 août 2010 ; P. MOOR, Droit administratif : les actes administratifs et leur contrôle, vol. 2, Berne 2002, ch. 1.4.5.5, p. 139 s).

- 4/6 - A/2588/2011

b. En vertu de l'art. 1 let. a de la loi pénale genevoise du 17 novembre 2006 (LPG - E 4 05), les dispositions de la partie générale du code pénal suisse du 21 décembre 1937 (CP - RS 311.0) s'appliquent à titre de droit cantonal supplétif, sous réserve de celles qui concernent exclusivement le juge pénal (comme notamment les art. 34 ss, 42 ss, 56 ss, 74 ss, 106 al. 2 et 3 et 107 CP ; P. MOOR, op. cit., p. 141).

c. Il est ainsi nécessaire que le contrevenant ait commis une faute, fût-ce sous la forme d'une simple négligence (HÄFELIN/MÜLLER/UHLMANN, Allgemeines Verwaltungsrecht, 6ème éd., Zürich-Bâle-Genève 2006, p. 252, n. 1179). Selon la jurisprudence constante, l'administration doit faire preuve de sévérité afin d'assurer le respect de la loi et jouit d'un large pouvoir d'appréciation pour infliger une amende (ATA/14/2011 du 11 janvier 2011 ; ATA/788/2010 du 16 novembre 2010 ; ATA/571/2010 du 31 août 2010). La juridiction de céans ne la censure qu'en cas d'excès (ATA/160/2009 du 31 mars 2009). Enfin, l'amende doit respecter le principe de la proportionnalité (art. 36 al. 3 de la Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999 - Cst. - RS 101 ; ATA/533/2010 du 4 août 2010 ; ATA/201/2010 du 23 mars 2010).

d. L'autorité qui prononce une mesure administrative ayant le caractère d'une sanction doit également faire application des règles contenues aux art. 47 ss CP (principes applicables à la fixation de la peine), soit tenir compte de la culpabilité de l'auteur et prendre en considération, notamment, les antécédents et la situation personnelle de ce dernier (art. 47 al. 1 CP). La culpabilité est déterminée par la gravité de la lésion ou de la mise en danger du bien juridique concerné, par le caractère répréhensible de l'acte, par les motivations et les buts de l'auteur et par la mesure dans laquelle celui-ci aurait pu éviter la mise en danger ou la lésion, compte tenu de sa situation personnelle et des circonstances extérieures (art. 47 al. 2 CP).

E. 6

La décision querellée reproche au recourant une violation directe de l'art. 22 al. 1 LSD tandis que dans ses écritures, le Scm se réfère à l'art. 49 al. 1 let. a LRDBH et à la législation fédérale sur l'alcool, reprochant à l'intéressé une violation de l'art. 21 al. 3 LRDBH, soit le fait de répondre du comportement adopté par les personnes participant à l'exploitation et à l'animation de l'établissement dans l'accomplissement de leur travail.

Le recourant indique n'avoir pas été présent au moment des faits litigieux et les pièces versées au dossier par le Scm ne permettent pas de le contredire. M. X_____ n'a pas été entendu par la police, qui indique l'avoir seulement avisé qu'un rapport serait établi à l'intention du Scm. Ce rapport n'a pas été produit. Le Scm n'a pas invité le recourant à se déterminer sur ce qui lui était reproché. L'inscription au journal de la brigade des mineurs indiquant des positions contradictoires et ne faisant qu'une relation indirecte des déclarations des protagonistes, force est de constater que les faits n'ont pas été établis par le Scm,

- 5/6 - A/2588/2011 alors qu'il lui incombait de le faire (art. 19 et 20 LPA). Le dossier ne révèle pas qu'il se serait heurté à une difficulté particulière à cet égard, ni ne fournit d'explications quant à la précipitation dans laquelle il a agi, notifiant sa décision moins de 24 heures après l'intervention de la police.

E. 7

Au vu de ce qui précède, le recours sera admis. La décision attaquée sera annulée.

Un émolument de CHF 1'000.- sera mis à la charge du Scm, en dérogation au principe posé à l'art. 87 al. 1 LPA, dès lors qu'il peut être exigé d'un service appelé à sanctionner les administrés qu'il respecte les règles élémentaires de la procédure administrative.

Aucune indemnité de procédure ne sera allouée au recourant, qui agit en personne et n'expose pas avoir encouru de frais particuliers pour sa défense.

* * * * *

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.